

La concentration des terres agricoles reprend sa course

INTERNATIONAL

L'inégalité foncière est en hausse sur l'ensemble des continents, révèle un rapport de l'ONG International Land Coalition.

Richard Hiault
@RHIAULT

« L'agriculture est la mère de tous les arts : lorsqu'elle est bien conduite, tous les autres arts prospèrent ; mais lorsqu'elle est négligée, tous les autres arts déclinent [...] ». A l'heure où l'insécurité alimentaire progresse sur nombre de continents, la pensée du philosophe grec Xénophon résonne plus que jamais.

La situation pourrait encore se détériorer si l'on en croit le rapport élaboré par l'International Land Coalition (ILC) en collaboration avec le Cirad et l'ONG Oxfam. Si chacun entend plus souvent parler des inéga-

lités de richesses, l'inégalité concerne également les terres arables dans le monde. Et celle-ci progresse aussi.

Globalement, 1 % des exploitations les plus importantes exploitent plus de 70 % des terres agricoles de la planète et s'inscrivent dans le système alimentaire industriel. A l'inverse, 80 % des propriétés agricoles sont de petites exploitations

Les 10 % les plus riches des populations rurales accaparent 60 % de la valeur des terres agricoles.

de moins de 2 hectares et sont généralement exclues des chaînes alimentaires mondiales. L'étude avance encore que les 10 % les plus riches des populations rurales accaparent 60 % de la valeur des terres agricoles, tandis que les 50 % les plus pauvres, généralement plus dépendants de l'agriculture,

n'absorbent que 3 % de cette valeur.

Toutes les régions du monde sont touchées. En la matière, c'est l'Amérique latine qui détient la palme de l'inégalité telle que mesurée par le coefficient de Gini des terres agricoles (0 indique l'égalité parfaite où chacun détient une part égale de terre et l'inégalité totale où une seule personne détient la totalité des terres). L'indice de la zone culmine au-dessus de 0,75, bien au-dessus de celui de l'Amérique du Nord (environ 0,65) ou de l'Afrique (inférieur à 0,55).

Inégalités extrêmes en Afrique du Sud

De nombreux pays d'Amérique latine et d'autres pays, comme l'Afrique du Sud, où la répartition inégale des terres constituait souvent l'épine dorsale de la richesse et de l'inégalité des actifs à l'époque coloniale, sont encore caractérisés par des inégalités foncières extrêmes.

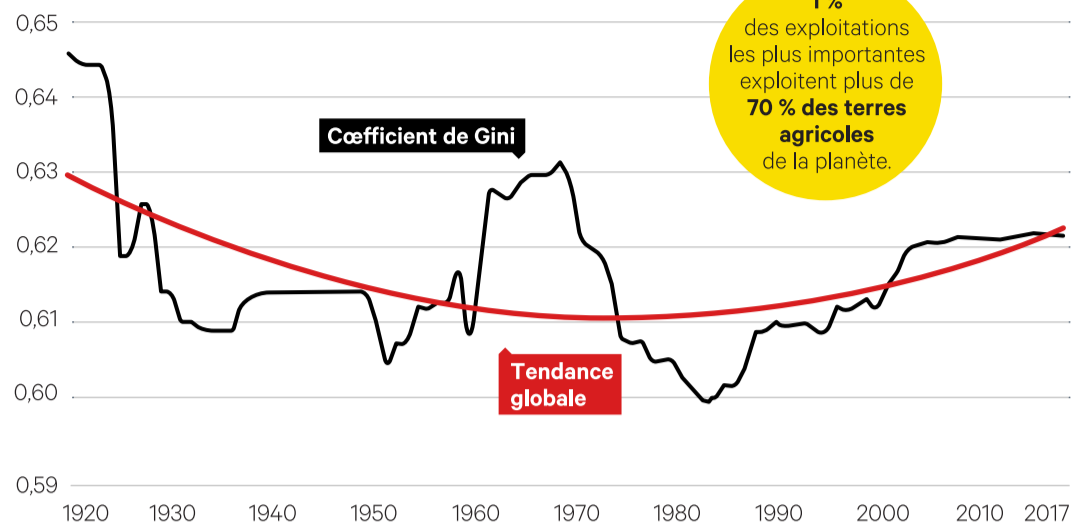
En 2016, l'ONG Oxfam, à partir de 15 pays d'Amérique latine, montrait déjà que les 1 % des plus grandes exploitations possédaient plus de la

L'inégalité foncière de nouveau en hausse dans le monde

Coefficient de Gini des terres agricoles

0 : chacun détient une part égale de terre

1 : une seule personne détient la totalité des terres



moitié de toutes les terres agricoles. En moyenne, la taille de chacune de ces grandes exploitations est de plus de 2.000 hectares, soit l'équivalent de 4.000 terrains de football.

Parmi les causes de cette concentration des terres, le rapport dénonce l'arrivée d'investisseurs qui considèrent les terres comme un

actif financier. Le rapport pointe une ruée vers la terre depuis 2000 avec un pic de demande en 2010.

Concentration dans l'agroalimentaire

Autre effet négatif observé : la concentration de la propriété et du contrôle est de plus en plus importante dans le secteur agroalimentaire. Les systèmes alimentaires dominants à l'échelle mondiale sont contrôlés par un petit nombre d'entreprises et d'institutions financières, motivées par la logique d'un fort retour sur investissement. Dans ce secteur, les acteurs contrôlent de larges tronçons de chaînes de valeur, allant des semences à la vente au détail en passant par les intrants, ce qui leur permet d'exercer un contrôle important sur les terres pour en tirer le meilleur parti.

Si le creusement des inégalités foncières se poursuit, il aura des conséquences négatives importantes sur le développement économique et social de tous les pays, mais également sur l'environnement, la

démocratie et la paix, alertent les auteurs. Le changement climatique est à la fois une cause et une conséquence des inégalités foncières. Il réduit la productivité agricole et force de nombreuses personnes à abandonner leurs terres.

Tandis que les monocultures de grande échelle, nuisibles à l'environnement, contribuent au changement climatique, les pratiques plus durables des petits agriculteurs et des peuples autochtones sont menacées par les expulsions, la déforestation, la perte de biodiversité et les pressions excessives exercées sur l'eau et d'autres ressources naturelles. « Nos résultats modifient radicalement la compréhension de l'étendue et des conséquences profondes de l'inégalité foncière dans le monde, prouvant non seulement que le problème est plus important que nous le pensions, mais qu'il sape la stabilité et le développement de sociétés durables », observe Ward Anseeuw, chercheur au Cirad. Aux champs Ellysées, Xénophon doit en pleurer de rage. ■

VOTRE COMMERCE DE PROXIMITÉ EST AUSSI EN LIGNE

La librairie de Julie est un **commerce essentiel** à la vie de son quartier et à l'économie française toute entière.

En achetant sur **Rakuten***, vous achetez directement à Julie et l'aidez à maintenir son activité. Ou encore à Francis qui vend des jouets ou à Lucie la propriétaire d'une boutique de sport. Comme 8 000 autres TPE et PME, ils utilisent la place de marché virtuelle Rakuten pour garder le lien avec leurs clients. Vendre leurs produits en ligne est devenu essentiel et leur permet d'augmenter leur chiffre d'affaires de 20%**

Agir plutôt que subir, Julie a fait son choix.

Rakuten

* Rakuten est une place de marché, c'est-à-dire un intermédiaire entre acheteurs et vendeurs. Rakuten ne vend pas «ses» produits. Il s'agit d'un « Shopping Mall » qui héberge virtuellement les boutiques des commerçants. Ces commerçants sont essentiels pour Rakuten, car sans eux, nous n'existerions pas. Sans vous non plus d'ailleurs.

** Données internes, moyenne basée sur la période du 1 confinement

Les Occidentaux craignent un bain de sang en Ethiopie

AFRIQUE

L'armée éthiopienne se dit prête à s'emparer « sans pitié » de la capitale de la région dissidente du Tigré.

Yves Bourdillon
@yvesbourdillon

Mêlez-vous de vos affaires. C'est une fin de non-recevoir que le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a opposé aux craintes de la communauté internationale d'un bain de sang dans le conflit en cours entre Addis-Abeba et la région dissidente du Tigré, dans le Nord.

Le chef du gouvernement a appelé mercredi les pays étrangers et l'ONU à « s'abstenir de tout acte malvenu et illicite d'interférence » et à « respecter les principes fondamentaux de non-intervention ». Il a aussi refusé toute médiation internationale.

Après trois semaines de combats, l'armée se disait prête, mercredi soir, à s'emparer, au prix de combats « sans pitié », de Mekele, la capitale du Tigré, peuplée par 500.000 personnes et un nombre indéterminé de réfugiés. Mekele serait encerclée par des chars. Les autorités du Tigré, le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), ont affirmé qu'elles préféreraient « mourir plutôt que de se rendre », repoussant ainsi l'ultimatum lancé dimanche soir par le chef du gouvernement éthiopien.

Les tensions montent depuis l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed, en 2018, entre Addis-Abeba et le TPLF, qui a trisé pendant trente ans les postes dans l'appareil sécuritaire fédéral d'Etat grâce à son rôle dans la lutte contre la dictature de Mengistu Hailé Mariam, puis la

guerre avec l'Erythrée. Le Tigré ne concentre pourtant que 6 % de la population totale du deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, véritable mosaïque ethnique et religieuse. Le TPLF a quitté l'an dernier la coalition quadripartite au pouvoir à Addis-Abeba et organisé, en septembre, un scrutin qualifié d'illégal par le pouvoir central, qui l'avait interdit pour cause de Covid-19.

Pas de médiation

Le conflit a déjà fait un grand nombre de victimes et 600 civils ont été tués à l'arme blanche le 9 novembre dans la localité de Mai Kadra, par des milices du Tigré, selon la commission des droits de l'homme de l'Ethiopie, basée à Addis-Abeba. Mais des habitants ayant fui les combats ont accusé les forces gouvernementales d'être les auteurs des atrocités.

Les Occidentaux expriment leurs craintes d'une déstabilisation d'un pays dont la stabilité, précisément, et l'ouverture économique attireraient les investisseurs européens et chinois. Le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, a appelé mercredi à la protection des populations civiles. Mais les Occidentaux et les Africains se montrent divisés à l'ONU. Une première réunion du Conseil de sécurité sur le conflit a d'abord été annulée, mardi, à la demande des pays africains, pour donner plus de temps à une médiation de l'Union africaine.

Une deuxième réunion a été organisée à l'insistance des Européens, soutenus par les Etats-Unis, mais n'a pas pu déboucher sur une déclaration commune. Ahmed Abiy, prix Nobel de la paix 2019 pour avoir signé la paix avec l'Erythrée, a accepté de recevoir la mission de l'Union africaine, mercredi, mais seulement « par correction », refusant le terme de médiation. ■